# FEUILLE DE ROUTE POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

# SERVICES DE L'ÉTAT - ADEME











Fraternité



# ÉDITO DU PRÉFET DE RÉGION



En 2021, la transition énergétique est plus que jamais au cœur des priorités nationales. Pour faire face à l'urgence climatique et atteindre l'objectif de neutralité carbone fixé à 2050, des moyens conséquents sont mis en place. La transition écologique constitue ainsi l'un des axes forts du plan de relance, avec 30 milliards d'euros de crédit sur deux ans. Elle fait aussi l'objet de plusieurs des réformes prioritaires du gouvernement, réformes identifiées comme revêtant un enjeu particulier au regard de leur impact sur la vie quotidienne des Français.

Une autre préoccupation environnementale majeure est l'amélioration de la qualité de l'air, indispensable au vu des conséquences sanitaires majeures de la pollution atmosphérique, responsable en France de près de 50 000

décès prématurés par an, dont jusqu'à 10 000 en Île-de-France.

Pour faire face à ces enjeux, la mobilisation de l'ensemble des régions est indispensable, et notamment celle de l'Île-de-France, à l'origine de 10 % des émissions de gaz à effet de serre nationales et particulièrement concernée par la problématique de la qualité de l'air. Les priorités franciliennes sont la rénovation énergétique des bâtiments qui constituent le premier poste de consommation énergétique francilien, le développement des énergies renouvelables et de récupération et notamment de la chaleur renouvelable pour laquelle notre région bénéficie d'un potentiel remarquable, ainsi que la réduction du trafic routier qui passera entre autres par la mise en place de zones à faibles émissions mobilité (ZFE).

En 2020, l'ADEME, la DRIAAF, la DRIEAT et la DRIHL se sont dotées d'une feuille de route pour la transition énergétique en Île-de-France, afin de mettre en commun leurs forces pour en démultiplier les effets, d'assurer la cohérence et la lisibilité de leurs actions et d'en faire ainsi davantage bénéficier l'ensemble des collectivités. Ce premier exercice a permis d'amplifier la dynamique existante sur le sujet et malgré les conditions particulières qu'a entraîné la crise sanitaire, 75 % des 140 actions prévues ont réalisées.

J'ai souhaité que cette feuille de route soit actualisée et présente de nouvelles « actions phares » pour 2021, en veillant à ce que les priorités nationales que constituent le plan de relance, les réformes prioritaires et l'amélioration de la qualité de l'air soient prises en compte et mises en avant. Les équipes régionales et les directions départementales des territoires (DDT) se sont donc mobilisées pour produire cette nouvelle édition de la feuille de route.

L'action de l'État est tournée vers les territoires. Les collectivités sont en première ligne pour la mise en œuvre de la transition énergétique, et les services de l'État les accompagnent dans cette mise en œuvre, par un appui technique, réglementaire et financier. Cet accompagnement passe également cette année par un soutien dans l'élaboration des contrats de relance et de transition écologique (CRTE), qui constituent de véritables projets de territoire guidés par la transition écologique. Un autre grand chantier est l'évaluation du schéma régional climat air énergie (SRCAE) sur laquelle nous sommes mobilisés aux côtés du Conseil régional, pilote de la démarche.

Cette feuille de route 2021 organise notre action opérationnelle et concrète au bénéfice des habitants du territoire. Des mesures fortes sont ainsi prévues pour la rénovation énergétique des logements, avec des aides financières accrues pour les ménages mais aussi un service

d'accompagnement renforcé pour la mise en œuvre de leurs projets. Les nouvelles pratiques de mobilité des franciliens, moins émettrices en gaz à effet de serre et polluants atmosphériques font l'objet d'un soutien structurant. Il en va de même pour le développement des énergies renouvelables et de récupération, où l'accent est mis sur l'information et l'implication des habitants et territoires afin de renforcer l'acceptabilité des projets.

Comme en 2020, agissons tous ensemble pour la bonne mise en œuvre de cette feuille de route.

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris

Marc GUILLAUME

# **SOMMAIRE**

BILAN 2020 en chiffres-clés	5
ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC	6
ENJEUX ET PRIORITÉS	
RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS	
DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION	
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES MOBILITÉS	14
NEUTRALITÉ CARBONE HORS ÉNERGIE	16
ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES	18
INSTANCES DE PILOTAGE ET ANIMATION	20
ACTIONS PHARES 2021	22
RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS	23
DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION	30
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES MOBILITÉS	
NEUTRALITÉ CARBONE HORS ÉNERGIE	41
ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES	44



# BILAN 2020 en chiffres-clés





# Rénovation énergétique des bâtiments



- 88 % de la population couverte par un Service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE)
- 53 collectivités prêtes à s'engager dans le Parcours de rénovation énergétique performante (PREP)
- 351 projets franciliens sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets du plan de relance pour la rénovation énergétique du bâti de l'État (pour un montant de 613,5 M€ soit 23 % de l'enveloppe nationale)



# Développement des énergies renouvelables et de récupération

- 34,3 M€ d'aide allouée au titre du Fonds chaleur à 60 projets, soit 580 GWh d'EnR&R en plus
- 230 participants aux assises de la chaleur renouvelable 2020 organisées sous la forme de 3 webinaires
- 2 cellules départementales d'appui aux projets ENR mises en place, 24 projets accompagnés



15 M€ alloués à 26 projets franciliens lors de la première session 2020 de l'appel à projets du fonds mobilités actives – continuités cyclables



3 000 points de recharge pour véhicules électriques à ouvrir au public d'ici 2022 identifiés par l'étude financée par l'ADEME en 2020 (pilotée par ENEDIS)



57 communes engagées dans la mise en œuvre d'une ZFE, 43 arrêtés publiés 🗦 🖳 🗧 Instaurer des EFE





# Neutralité carbone

- 1 premier projet labellisé bas carbone en Île-de-France
- 28 aménageurs et maîtres d'ouvrage signataires du <u>pacte bois biosourcés</u> élaboré par FIBOIS avec le soutien de l'État, qui vise à massifier l'usage du bois et des matériaux biosourcés dans la construction



## Accompagnement des territoires

- 35 temps d'échange avec les acteurs du territoire organisés dans le cadre des CDTE
- 3 PCAET adoptés en 2020, 8 PCAET notifiés 8 avis de l'État rendus
- 1 baromètre régional de la transition énergétique en ligne, 2 baromètres départementaux



Féforme prioritaire Action relevant de l'une des réformes prioritaires du gouvernement



# ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

Pour plus d'informations : https://climat-energie-idf.fr

#### **UN TERRITOIRE CONTRASTÉ**



Région la plus peuplée de France 58 % de la population francilienne concentrée sur 7 % du territoire (MGP)



**80** % du territoire restent constitués d'espaces ouverts (agricoles, naturels et forestiers)



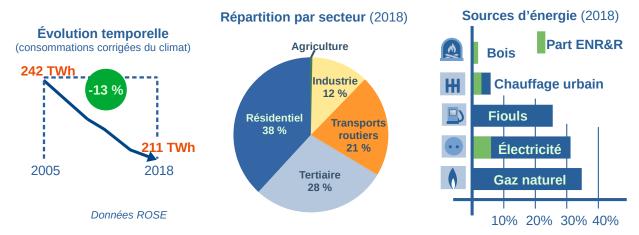
**43 millions de déplacements quotidiens** (EGT 2018) dont : près de 70 % en dehors de Paris 35,4 % en voiture ou 2-roues motorisés



Une mise en œuvre de la transition énergétique s'appuyant sur les spécificités locales est nécessaire.

### **CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE**

67 % de l'énergie consommée en Île-de-France est d'origine fossile, essentiellement pour les chauffage des bâtiments (premier poste de consommation) et les transports routiers



La réduction des consommations est à accentuer. Le verdissement du mix énergétique doit s'intensifier.

## PRODUCTION ÉNERGÉTIQUE

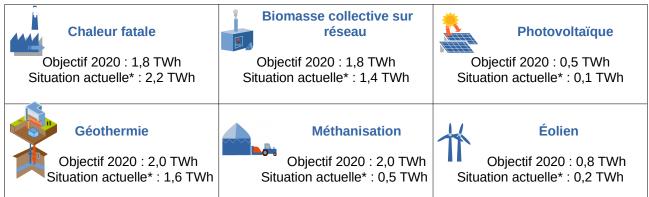
#### Seulement 10 % de l'énergie consommée en Île-de-France est produite localement.

Plus de 95 % de l'électricité consommée en Île-de-France est importée. L'électricité produite localement est issue à 57 % d'installations thermiques à combustibles fossiles.

La part des consommations de gaz couverte par la production locale de biométhane par la méthanisation s'élève à moins de 0,2 %.

La chaleur distribuée par les réseaux comprend 51 % d'EnR&R produites localement (chaleur fatale, géothermie, biomasse).

#### État des lieux et objectifs (SRCAE) des différentes énergies renouvelables et de récupération :



\*Données ROSE 2021 pour l'année 2019

La production locale d'énergies renouvelables et de récupération permettra de réduire la forte dépendance énergétique de la région.

#### ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



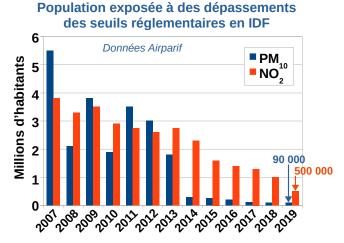
- Globalement à la baisse mais en stagnation depuis 2015. De plus, le scope 3 n'est pas pris en compte
- Essentiellement liées aux consommations énergétiques et dominées par les secteurs du bâtiment (46 % des émissions) et du transport routier (véhicules particuliers et utilitaires, poids lourds)

La diminution et le verdissement des consommations énergétiques dans les secteurs du bâtiment et des transports doivent s'accélérer pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

#### ÉMISSIONS DE POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES

- Principaux polluants : oxydes d'azote (NOx), particules fines (PM)
- Principaux secteurs émetteurs : secteur résidentiel, transports routiers, chantiers, agriculture pour les PM<sub>10</sub>
- 100 % de la population est exposée à des dépassements des recommandations OMS

L'amélioration de la qualité de l'air reste un enjeu sanitaire majeur en Île-de-France.



#### SYNTHÈSE ET PRINCIPAUX ENJEUX

# ACCÉLÉRONS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE



12,2 M d'habitants

12 % de la consommation d'énergie finale nationale

10 % des émissions de GES nationales

### BÂTIMENT Rénover thermiquement tous les bâtiments d'avant 1990

450 millions de m<sup>2</sup> de bâtiments en Île-de-France

66 % de la consommation énergétique finale

# MOBILITÉS Passer à une mobilité sobre et à faibles émissions



43 millions de déplacements quotidiens

21 % de la consommation énergétique finale

# **ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Développer les énergies renouvelables par les réseaux de chaleur et leur verdissement

> 2,5 millions d'équivalentlogements encore raccordables

Potentiels exceptionnels de chaleur fatale et géothermie

#### POLLUTION DE L'AIR

Réduire les pollutions atmosphériques notamment dues au trafic routier et au chauffage au bois

10 000 morts par an liés à la pollution de l'air



#### **NEUTRALITÉ CARBONE**

Réduire notre empreinte carbone par le stockage du carbone et l'usage de produits bas carbone

80 % de sols non urbanisés (terres agricoles et forêts)





#### ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES

Mobiliser tous les territoires et acteurs Diffuser les données et connaissances Faciliter l'accès aux financements



# RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS



- L'Île-de-France compte **450 millions de m² de bâtiments** (tertiaire et résidentiel) et 5,7 millions de logements
- 45 % des consommations énergétiques franciliennes servent à couvrir les besoins en chaleur des bâtiments
- Le rythme de renouvellement du parc bâti est inférieur à 1 % par an
- → La rénovation énergétique des bâtiments constitue le principal levier pour réduire les consommations d'énergie franciliennes et les émissions de GES associées.

Au-delà de l'impact énergétique, des enjeux économiques sont associés à la rénovation énergétique des bâtiments :

- Emploi local : le secteur de l'entretien rénovation représente actuellement **56 % de** l'activité du bâtiment, avec près de 19 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel. La fabrication locale de matériaux biosourcés, qui réduisent l'empreinte carbone et peuvent contribuer à l'isolation, est également génératrice d'emplois ;
- Réduction de la **facture énergétique** des ménages : la facture énergétique IDF (2012) liée au chauffage des logements construits avant 1990 s'élève à environ 5 milliards €/an.

Un objectif partagé aux niveaux régional (SRCAE) et national (SNBC) : rénover tous les bâtiments à un niveau BBC d'ici 2050.

- Tous les territoires et quasiment tous les bâtiments d'avant 1990 sont concernés (les passoires énergétiques qui représentent 30 % des consommations d'énergie et le reste des bâtiments). La rénovation globale de tous les segments du parc bâti est nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction des consommations. Le principal enjeu est l'isolation des murs.
- Les objectifs de rénovation sont réalistes des points de vue financier, économique et opérationnel si l'on procède au fil de l'eau.

La rénovation énergétique doit s'accompagner d'un recours accru aux énergies renouvelables et de récupération dans le secteur du bâtiment.

# PRIORITÉS FRANCILIENNES

# Agir sur tous les segments du parc bâti

Chaque segment de parc (logement individuel, copropriété, parc social, bureaux, commerce, tertiaire public) a ses spécificités (mode de prise de décision, financement, enjeux techniques).

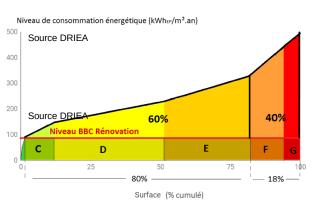
La rénovation doit concerner tous les bâtiments, quels que soient leur nature, leur usage et leur performance énergétique actuelle

- → Accompagner la rénovation énergétique de tous les segments du parc bâti via des dispositifs adaptés à leurs spécificités
- → Mettre en place une approche plus planifiée pour les bâtiments les plus dégradés et pour les ménages précaires (identifier les ménages et copropriétés concernés, encourager le recours au chèque énergie, traiter le bâti indigne).

# Saisir toutes les opportunités de travaux

Quasiment tous les bâtiments d'avant 1990  $^{500}$  sont largement en dessous de la performance  $^{400}$  souhaitable.

Levier pour la massification : aller chercher les <sup>200</sup> ménages ou entreprises qui ont une <sub>100</sub> opportunité de travaux mais n'envisagent pas de la coupler avec des travaux d'efficacité énergétique ou alors de façon insuffisante pour un réel effet.





- → Faire de la rénovation énergétique un réflexe à chaque opportunité de travaux : entretien courant, changement de propriétaire, rafraîchissement... Cette approche dite de travaux embarqués doit permettre de minimiser les coûts.
  - → Aller vers une rénovation globale incluant l'isolation des murs

# S'assurer de la qualité et de l'efficacité de la rénovation

- S'assurer de la qualité de la rénovation à toutes les étapes, notamment lors de la phase travaux
- Mobiliser les outils et dispositifs de mesure disponibles

# DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION



Le développement du chauffage urbain alimenté par les EnR&R : un levier majeur pour verdir les consommations énergétiques de l'Île-de-France

- Près de **45 % des consommations énergétiques franciliennes correspondent aux besoins en chaleur des bâtiments** (chauffage et eau chaude sanitaire)
- Les potentiels locaux d'énergies renouvelables et de récupération sont exceptionnels :
  - nombreux gisements de chaleur fatale (UIOM, sites industriels, data centers)
  - **géothermie** largement exploitable en Île-de-France (nappes accessibles à différentes profondeurs, sondes)
  - recours possible à la **biomasse** quand la chaleur fatale et la géothermie ne sont pas mobilisables
- Les milieux urbains denses sont propices à l'alimentation des bâtiments par des réseaux de chaleur

#### Le chauffage urbain en Île-de-France en 2019 c'est :

113 réseaux alimentant **1.1 millions d'équivalent-logements**, 11.3 TWh de chaleur livrée avec un **taux d'ENR&R de 51 %**:

chaleur fatale (27 %), géothermie (11 %), biomasse (10 %), autres ENR&R (3 %) (données SNCU)

#### 2.5 millions d'équivalent -logements sont encore raccordables

1 M sur les réseaux existants, 1 M sur des extensions de réseaux, 500 000 sur des réseaux à créer

### L'Île-de-France dispose également d'un potentiel important pour :

• L'alimentation des **besoins en chaleur des maisons individuelles et du petit collectif** : géothermie superficielle, pompes à chaleur, bois énergie

L'usage du bois énergie est à limiter à des équipements de qualité notamment répondant au label flamme verte : c'est le principal émetteur de particules PM10 en Île-de-France avec 28 % des émissions en 2015 alors que le chauffage au bois individuel ne couvre que 2 % des consommations énergétiques de la région.

- La **méthanisation** : 0.9 TWh de projets déclarés en 2019, pour un potentiel maximal évalué à 5 TWh, avec un impact environnemental qui reste à étudier ;
- La production d'énergie électrique photovoltaïque et éolienne, encore largement sous exploitée : 92 GWh ont été produits par le photovoltaïque en 2019 et 186 GWh par l'éolien, couvrant seulement 0,4 % de la consommation régionale d'électricité. Concernant l'éolien, l'acceptabilité des installations reste à développer et le gisement est contraint par des problématiques foncières. Concernant le photovoltaïque le gisement est conséquent mais l'équilibre économique est actuellement complexe.

### PRIORITÉS FRANCILIENNES

# Réseaux de chaleur alimentés par les EnR&R

Les collectivités, acteurs de la production et de la distribution de chaleur renouvelable sur leurs territoires

# **DÉPLOYER ET OPTIMISER LES RÉSEAUX DE CHALEUR**



- → multiplier les raccordements des bâtiments aux réseaux de chaleur existant à proximité
- → développer les interconnexions de réseaux, l'extension de réseaux ou la création de nouveaux réseaux

# POURSUIVRE LE VERDISSEMENT DES RÉSEAUX DE CHALEUR EN RESPECTANT LA PRIORISATION RÉGIONALE ENR'CHOIX SUIVANTE

#### 1 / CHALEUR FATALE

Incinération des déchets, industrie, data-centers



### 2 / GÉOTHERMIES

Potentiel exceptionnel exploitable partout en IDF, à différentes profondeurs



#### 3 / BIOMASSE

Installations équipées de systèmes de dépollution de qualité



# Biomasse hors réseaux de chaleur

#### **MÉTHANISATION**

- Dynamisme de la filière agricole et du secteur gazier
- Études sur l'impact environnemental et les meilleures pratiques à mener



#### **BOIS ÉNERGIE INDIVIDUEL ET PETIT COLLECTIF**

- ENR accessible d'un point de vue financier
- Impact négatif sur la qualité de l'air
- Sensibiliser les particuliers et petits collectifs afin de restreindre l'usage du bois énergie à des équipements de qualité et en l'absence d'autres solutions de chauffage décarboné



# Énergies électriques

#### **PHOTOVOLTAÏQUE**

- Potentiel important non exploité
- Prix en forte baisse et rendement des capteurs en hausse
- Innovations nombreuses dans ce domaine
- À concilier avec les contraintes patrimoniales et architecturales



#### ÉOLIEN

- Potentiel important non exploité
- Associer et impliquer les territoires



# TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES MOBILITÉS



L'Île-de-France compte **43 millions de déplacements quotidiens**, dont **35,4 % en voiture ou deux-roues motorisées.** 

71 nouvelles stations et 200 km de réseaux ferrés supplémentaires sont en cours de création dans le cadre du Grand Paris Express.

Le secteur des transports est responsable au niveau régional de :

- 30 % des émissions de gaz à effet de serre ;
- 23 % des émissions de particules fines PM10 ;
- 56 % des émissions de NOX.

Il incombe aux acteurs publics et privés d'agir collectivement pour réduire l'empreinte du secteur

#### Deux orientations sont clairement identifiées :

- réduire les émissions grâce la sobriété énergétique et l'optimisation des besoins de mobilité
- sortir de la dépendance aux énergies fossiles dans une logique de décarbonation.

### Les principaux enjeux sont :

- d'accompagner l'évolution progressive des pratiques et usages
- de développer les infrastructures et dispositifs adaptés que ce soit pour le développement des modes actifs, pour la pratique des transports en communs ou pour l'intermodalité
- de décloisonner le monde des transports, en particulier en **intégrant pleinement la problématique des transports à l'aménagement du territoire**
- d'accompagner la transition vers des véhicules à faibles émissions via des mesures incitatives (aide à l'acquisition) et réglementaires (zones à faibles émissions mobilité), et par le développement d'infrastructures (bornes de recharge)
- d'intégrer des espaces logistiques en cœur de ville pour **limiter l'impact du transport de** marchandises.

### PRIORITÉS FRANCILIENNES

# Réduire et optimiser la circulation routière

# Développer l'usage des modes actifs (vélo, marche...)

- Sécuriser et adapter les équipements et les pratiques, via notamment :
  - la résorption des discontinuités d'aménagements cyclables
  - l'aménagement d'espaces de stationnements pour vélos
  - une signalisation adaptée
- Encourager l'adoption régulière de modes actifs (vélo, marche...)



# Optimiser l'usage du véhicule et des infrastructures

• Accompagner le changement dans les pratiques de mobilités (covoiturage, autopartage, télétravail) notamment dans le cadre de plans de mobilité employeur

- Sensibiliser les citoyens et les collectivités à l'impact du transport routier
- Faciliter l'**intermodalité** (parcs relais en périphérie des villes, offres de transport groupées...), également pour le transport de marchandises



- Créer des voies dédiées au covoiturage, bus, véhicules à faibles émissions
- Promouvoir l'innovation dans la mobilité

# Intégrer pleinement la mobilité dans les problématiques d'aménagement

en particulier, dans le cadre du développement du Grand Paris Express

- Rapprocher bureaux, logements, activités commerciales et industrielles et endiguer l'étalement urbain, pour limiter les besoins en mobilités
- Optimiser le remplissage des camions et utilitaires par un maillage approprié en entrepôts et espaces logistiques urbains



# Développer les véhicules à faibles émissions et infrastructures associées



- Développer l'utilisation de véhicules électriques, bioGNV et hydrogène
  - Mailler le territoire en infrastructures de recharge et stations

# Réduire l'impact du trafic routier sur la qualité de l'air

- Accompagner l'instauration de zones à faibles émissions mobilité
- Intégrer l'enjeu qualité de l'air dans l'urbanisme à proximité des grands axes routiers

# **NEUTRALITÉ CARBONE HORS ÉNERGIE**



#### En Île-de-France :

- près de 80 % des sols restent non urbanisés (terres agricoles, forêts), contribuant au stockage du CO<sub>2</sub>
- 590 hectares sont cependant artificialisés chaque année (2017)
- le secteur agricole n'est responsable que de 2 % des émissions de gaz à effet de serre (2017).

Au-delà de la réduction des consommations énergétiques et de la décarbonation de la production d'énergie, les principaux enjeux en Île-de-France pour l'atteinte de la neutralité carbone sont de :

- renforcer les puits de carbone, en particulier en favorisant le stockage de carbone par les terres agricoles et forêts plutôt que le stockage géologique ;
- promouvoir l'adoption de mécanismes de compensation carbone ;
- développer des activités économiques fondées sur les bioressources, de leur production
  à leur transformation et à leur valorisation;
- **encourager l'usage de produits à faible impact carbone**, notamment dans le domaine **alimentaire** et dans le secteur de la **construction** ;
- prendre en compte l'empreinte carbone totale et pas uniquement les émissions territoriales ;
- valoriser les bonnes pratiques, notamment dans le cadre du label bas carbone.

### PRIORITÉS FRANCILIENNES

# Déployer des mécanismes fiables et sérieux de compensation carbone

- Renforcer la connaissance des acteurs impliqués et des démarches existantes
- Inciter la mise en place de démarches permettant d'accroître le potentiel de stockage carbone par les sols agricoles et limiter l'artificialisation des sols
- Sensibiliser l'ensemble des acteurs franciliens aux mécanismes de compensation carbone, notamment les collectivités et acteurs économiques
- Soutenir les programmes de recherche, études de faisabilité et expérimentations

# Aller vers une économie décarbonée

 Développer la bioéconomie en déclinant au niveau régional la stratégie nationale



 Encourager l'usage des produits bas carbone, notamment dans les domaines de l'alimentation et de la construction

# **ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES**



# Accroître la lisibilité des priorités et de l'action de l'État

L'ensemble des services de l'État sont amenés à émettre des avis sur différents documents qui concourent à la mise en œuvre de la transition énergétique : PCAET, documents d'urbanisme, évaluation environnementale, projets... Ces avis se doivent d'être cohérents : il est donc indispensable que chaque service s'approprie les priorités de l'État en matière de transition énergétique pour l'Île-de-France. L'enjeu porte également sur la connaissance de ces priorités par les collectivités et les porteurs de projets, afin qu'elles soient pleinement intégrées dans leurs plans, programmes ou projets.

#### Être à l'écoute des territoires

Afin d'avoir une connaissance accrue des spécificités des territoires et d'améliorer leur prise en compte, la remontée d'informations depuis les territoires vers les services de l'État et l'ADEME est primordiale. Elle permet en outre de pouvoir valoriser les actions menées localement. C'est notamment via les communautés départementales de la transition énergétique (CDTE), dont l'État est l'un des pilotes, que peuvent être recensés les besoins des collectivités, identifiés les freins à la transition énergétique, et partagés les retours d'expérience sur les actions mises en œuvre.

### Apporter un appui technique, réglementaire et financier aux collectivités

L'État s'engage à accompagner les collectivités pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer leurs plans climat air énergie territoriaux (PCAET), et mener des actions en faveur de la transition énergétique et l'amélioration de la qualité de l'air : animation de réseaux, organisation de colloques, appels à projets, mise à disposition de données...

### **PRIORITÉS FRANCILIENNES**

# **MOBILISER LES TERRITOIRES**

### Mettre en relation les acteurs de la transition énergétique du territoire



- À l'échelle départementale, via les communautés départementales de la transition énergétique (CDTE)
- Sur certains thèmes, et tant que de besoin (rénovation énergétique, réseaux de chaleur, qualité de l'air...)
- Pour faire émerger des projets de territoire et aboutir à une contractualisation

# Favoriser la prise en compte des enjeux régionaux, en tenant compte des spécificités du territoire

- Faire connaître la présente feuille de route
- Intégrer les priorités définies par la feuille de route dans les avis de l'État

Valoriser les retours d'expérience des acteurs locaux sur les actions menées en faveur de la transition énergétique

# VALORISER LES DONNÉES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## Faciliter l'accès aux données énergétiques pour les acteurs franciliens

 Proposer un tableau de bord régional de la transition énergétique avec des indicateurs annuels



- Favoriser l'accès aux données énergétiques locales et leur utilisation notamment dans l'élaboration des PCAET et autres projets de transition énergétique
- Renforcer l'observation statistique sur certains indicateurs, en lien avec les acteurs concernés et en favorisant les remontées locales d'information

# FACILITER L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS



# Rendre plus lisible l'offre de financements

Diffuser de façon proactive les appels à projets en cours aux acteurs concernés (collectivités, associations, entreprises)

# INSTANCES DE PILOTAGE ET ANIMATION



#### Pilotage : comité stratégique de la transition énergétique

La feuille de route organisationnelle de l'État pour la transition énergétique est pilotée par le comité stratégique de la transition énergétique présidé par le préfet de région.

<u>Membres</u>: services régionaux et opérateurs de l'État concourant à la transition énergétique francilienne (préfecture, DRIEE, DRIEA, DRIAAF, DRIHL et ADEME régionale)

Mission: suivre et orienter la mise en œuvre de la transition énergétique en Île-de-France

#### **Fréquence de réunion :** 3 par an

• au moins une réunion dédiée au bilan annuel de cette feuille de route et à la définition du programme d'actions pour l'année suivante

L'ensemble des services de l'État régionaux impliqués veillent à la mise en œuvre des actions programmées dans cette feuille de route et à la prise en compte des priorités régionales qui y sont rappelées, dans l'exercice de leurs missions et l'animation de leurs réseaux.

#### Animation : communautés régionale et départementales

Afin d'accompagner la transition énergétique des territoires franciliens, des instances d'animation sont mises en place ou renforcées aux niveaux régional et départemental. Elles ont vocation à apporter aux services de l'État et aux collectivités l'appui nécessaire à la mise en œuvre d'actions ou de planification, à échanger sur des retours d'expérience, faire connaître les priorités, les aides disponibles et les dispositifs (dont la réglementation) pour mettre en œuvre la transition énergétique.

#### **COMMUNAUTÉ RÉGIONALE CLIMAT AIR ÉNERGIE (CRCAE)**

<u>Membres</u>: directions régionales et leurs unités départementales, DDT, ADEME (ouverte à l'ensemble des agents des services et opérateurs de l'État qui le souhaitent)

<u>Missions</u>: communauté de travail visant à partager les orientations de la feuille de route, les outils et les informations disponibles pour accompagner les territoires et à favoriser l'intégration des enjeux de transition énergétique dans l'exercice des missions des agents

<u>Fréquence de réunion</u>: au moins trois plénières par an, points techniques tous les deux mois

#### COMMUNAUTÉS DÉPARTEMENTALES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (CDTE)

<u>Membres</u>: unités départementales des directions régionales, DDT, collectivités, membres invités selon les thématiques

<u>Missions</u>: animer la transition énergétique dans les départements en fonction des enjeux des territoires et en prenant en compte les orientations et priorités régionales. Les CDTE peuvent s'appuyer sur la CRCAE autant que de besoin.

<u>Fréquence de réunion</u>: propre à chaque département. A minima une réunion ou un événement par an en présence du préfet de département.

### Instances thématiques (non exhaustif)

Les communautés d'animation sont complétées par des instances thématiques dédiées à l'animation de réseaux d'acteurs dans des domaines spécifiques ou au suivi de sujets spécifiques comme les outils de financement de la transition énergétique. Les participants, missions et modalités de réunion de ces instances dont l'État est pilote ou copilote varient, mais toutes concourent à mettre en œuvre et faire connaître les orientations prioritaires régionales et les dispositifs de soutien, ainsi qu'à apporter un appui aux acteurs visés.

#### Rénovation énergétique

Comité de pilotage du plan de rénovation énergétique des bâtiments (COPREB)

Comité de pilotage du SARE

#### Mobilités

Cellule régionale d'appui à la mobilité

#### Développement des ENR

Cellules départementales d'appui aux ENR (77, 95)

#### Qualité de l'air

Comité de pilotage du plan de protection de l'atmosphère

#### **Transversal**

Réseau des correspondants villes durables

Comité régional d'orientation de l'ADEME

# **ACTIONS PHARES 2021**



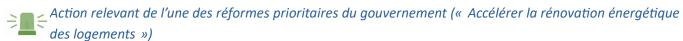


# **ACTIONS PHARES 2021**

# RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS



Action contribuant à la mise en œuvre du plan de relance



	Agir sur tous les segments du parc bâti	
	Logements privés	
	ACTIONS 2021	PILOTES
<b>⇒</b> <u></u> €	Couvrir tout le territoire francilien par un service d'accompagnement à la rénovation énergétique (programme SARE) - signature des conventions de portage du Val-d'Oise et des Yvelines	DRIHL ADEME
- ANCANCA	Assurer le déploiement des aides financières Habiter Mieux et MaPrimeRénov' en réalisant des actions de communication auprès des opérateurs, des collectivités, des ménages et des professionnels mettant en avant les évolutions des dispositifs dans le cadre du plan de relance	DRIHL
	Mettre en œuvre le plan d'action maison individuelle et l'expérimentation en zones pavillonnaires fragiles par le déploiement du Parcours de rénovation énergétique performante (PREP) (Sceaux, Montfermeil). L'élaboration d'une offre de financement aux ménages fera l'objet d'un groupe de travail dédié.	DRIHL
<b>⇒_</b> €	Accroître les objectifs de rénovation énergétique des copropriétés fragiles en les incluant dans différents dispositifs et opérations programmées : les programmes d'intérêt général (PIG), OPAH volet CD, OPAH-CD, plan de sauvegarde, ORCOD	DRIHL
<b>⇒</b> <u>•</u> €	Contribuer à la mise en œuvre des mesures du contrat de relance de la MGP en matière de rénovation énergétique de l'habitat privé, notamment le financement	DRIHL



Logements sociaux	
ACTIONS 2021	PILOTE
Animer le club régional et interdépartemental ANRU, pour assurer les mises en œuvre et le développement d'actions innovantes (ANRU+), des quartiers fertiles et du plan de relance	DRIHL
Inscrire dans les conventions d'utilité sociale (CUS) signées en 2021 des objectifs de rénovation énergétique du parc social compatibles avec les objectifs régionaux du SRCAE, en particulier s'assurer que les bailleurs prennent l'engagement d'éradiquer d'ici 2024 les logements des classes F et G	DRIHL
Ménages précaires	
ACTION 2021	PILOTE
départementaux et locaux	
Tertiaire public	PILOTE
	PILOTE
Tertiaire public  ACTIONS 2021  Accélérer la rénovation des bâtiments de l'État  Consolider l'organisation permettant la mise en œuvre de la feuille de route transition énergétique des bâtiments de l'État :  • consolider et animer un réseau de référents énergie / têtes de réseau des gestionnaires des bâtiments de l'État  • déployer l'outil de suivi des fluides interministériel (OSFi) à grande échelle  • mener une nouvelle campagne de sensibilisation à la fiabilisation du	DRIEAT PRIF MRPIE
Tertiaire public  ACTIONS 2021  Accélérer la rénovation des bâtiments de l'État  Consolider l'organisation permettant la mise en œuvre de la feuille de route transition énergétique des bâtiments de l'État :  • consolider et animer un réseau de référents énergie / têtes de réseau des gestionnaires des bâtiments de l'État  • déployer l'outil de suivi des fluides interministériel (OSFi) à grande échelle	DRIEAT PRIF





mettre en œuvre les projets retenus dans le cadre du plan de relance sur le
périmètre DRIEA (Miollis)

- augmenter la part travaux contenant une amélioration de la performance énergétique (travaux embarqués et optimisation des installations techniques) dans la programmation budgétaire pour l'entretien des bâtiments de l'État (BOP 723)
- poursuivre des projets de travaux de rénovation lourde (cités administratives, projet Miollis, préfecture 94 Créteil, rectorats de Créteil et de Versailles)

### Accompagner les collectivités pour la rénovation de leur patrimoine bâti

Ingénierie : via la diffusion d'information par la banque des territoires et les CDTE, encourager la mutualisation de la fonction immobilière à l'échelle de l'EPCI

Banque des territoires DRIEAT DDT

Financement : clarifier l'articulation entre les différents dispositifs (ACTEE, DSIL, Banque des territoires) notamment dans le cadre du COPREB Contribuer à l'instruction technique des projets DSIL orientés vers la rénovation énergétique



Tertiaire prive	
ACTIONS 2021	PILOTES
Soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés dans le cadre de la signature de conventions du programme SARE	DRIHL ADEME
Petit tertiaire	
Communiquer sur le dispositif du plan de relance de crédit d'impôt pour les TPE/PME, via le réseau de la DIRECCTE	DRIEAT ADEME
Mener des études et réunir les acteurs pour mieux appréhender les enjeux du petit tertiaire et les accompagnements possibles via le réseau FAIRE	
<b>Produire des données quantitatives sur le petit tertiaire</b> en IDF, notamment en lien avec le CERC, la DIRECCTE et le niveau national, et améliorer les outils existants	
Sensibiliser au dispositif éco-énergie tertiaire (article 175 de la loi ELAN)	
Diffuser de l'information via les réseaux professionnels (ORIE, CERC, groupe qualité)	DRIEAT DRIHL CCI

Tortiairo privá

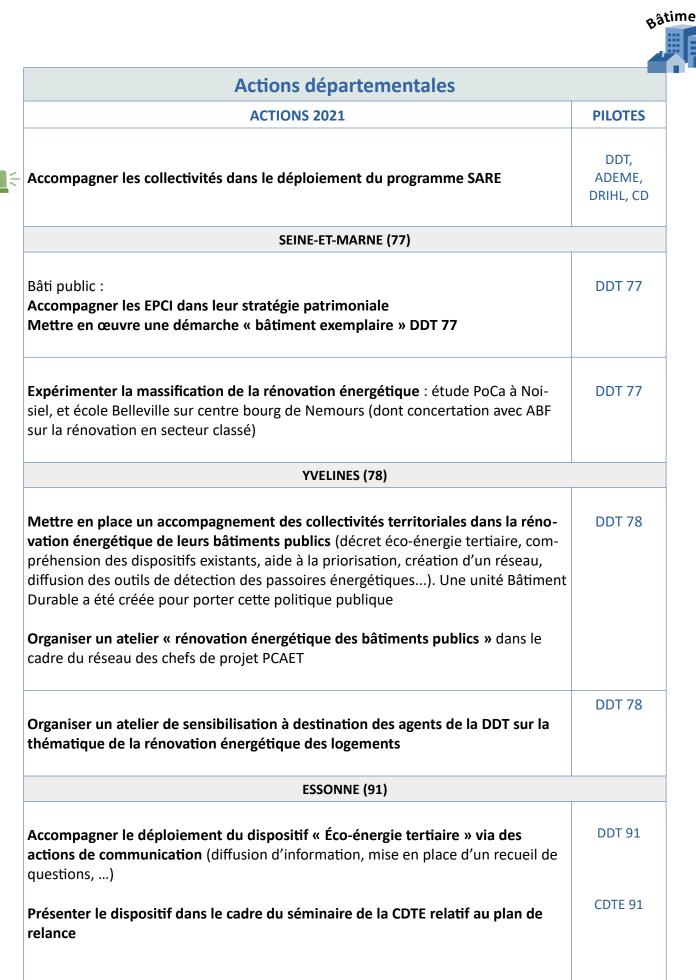
Saisir toutes les opportunités de travaux	
ACTIONS 2021	PILOTES
Plan d'action travaux embarqués	
Définir et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des collectivités (via les réseaux ADS et les architectes des bâtiments de France), et des professionnels (en partenariat avec les interprofessions) au décret travaux embarqués, et réaliser un retour d'expérience sur l'application du décret depuis 2016	DRIEAT
Élaborer des documents de communication pouvant être distribués par les services d'urbanisme des mairies aux moments clés (dépôt de permis de construire ou demandes d'autorisation de travaux)  Mener un travail avec les communes sur les injonctions de ravalement  Valoriser l'étude DRIEA sur la rentabilité des travaux de rénovation énergétique et l'importance du « scénario 0 »	
Améliorer la connaissance sur les temporalités dans le bâtiment (par exemple, intervalles de temps entre deux rénovations de toiture, deux ravalements) pour mieux comprendre les opportunités de travaux (études et enquêtes, GT avec les professionnels)	

S'assurer de la qualité et de l'efficacité de la rénovation	
ACTIONS 2021	PILOTES
Accompagner la montée en compétence des professionnels (actions récurrentes structurantes)	
<ul> <li>mener des études pour approfondir des aspects techniques et économiques de la rénovation (par exemple, étude « raisonnement économique de la rénovation »)</li> <li>soutenir le centre de ressource régional Ekopolis (diffusion de bonnes pratiques, retours d'expérience) et la démarche BDF</li> </ul>	DRIEAT ADEME DRIHL

Actions transversales	
ACTIONS 2021	PILOTES
Assurer une coordination régionale sur la thématique	
<b>Réunir le COPREB</b> (thématiques à aborder : tertiaire privé, tertiaire des collectivités, observation)	DRIEAT
Assurer une coordination régionale du programme SARE en organisant les COPIL régional SARE (2 par an) et un Club porteurs associés franciliens afin de partager et	DRIHL ADEME



d'échanger sur les modalités d'animation du SARE en Île-de-France	
Soutenir, informer et convaincre les collectivités de s'engager dans le programme SARE, en tant que porteurs associés ou co-financeurs, et les accompagner dans la mise en œuvre de nouvelles ambitions en matière de conseil et d'accompagnement pour la rénovation énergétique	
Poursuivre le travail engagé avec les ABF pour la réalisation de livrables partagés sur la rénovation énergétique et les enjeux de protection du patrimoine bâti  co-rédiger des fiches sur la conciliation des enjeux du patrimoine et de la rénovation énergétique  rédiger des fiches de REX pour des projets exemplaires  organiser des visites de terrain avec les ABF  organiser un séminaire avec les ABF, ouvert aux professionnels et collectivités	DRIEAT DRAC
<ul> <li>Accompagner les collectivités</li> <li>aider les collectivités à se doter de stratégies territoriales de rénovation énergétique via les outils mémento, BatiSIG, BatiStato, profils de territoires</li> <li>développer le volet rénovation énergétique des CDTE</li> <li>soutenir les collectivités engagées dans le SARE dans la mise en œuvre du programme sur leur territoire</li> <li>conventionnement de l'ADEME avec des ALECs ou syndicats d'énergie pour soutenir financièrement des CEP (Conseillers en Energie Partagée) qui accompagnent les collectivités de moins de 10 000 habitants</li> </ul>	DRIEAT-UD DDT DRIHL- ADEME
<ul> <li>Poursuivre les travaux du GT CRIES sur le tableau de bord régional de la rénovation énergétique</li> <li>valoriser le rapport du GT CRIES</li> <li>renforcer la qualité de la base bâtimentaire en vue de l'élaboration du tableau de bord</li> <li>chercher les financements et une structure porteuse pour la mise en œuvre du tableau de bord</li> <li>articuler la mise en œuvre du tableau de bord avec les travaux en cours d'évaluation du SRCAE</li> </ul>	DRIEAT CRIES
Valoriser les livrables de l'étude sur les <b>enjeux énergétiques de la restructuration du parc marchand de bureaux</b>	DRIEAT ORIE



HAUTS-DE-SEINE (92)	
Organiser une réunion du réseau Transition Énergétique 92 sur la rénovation énergétique des bâtiments (présentation décret tertiaire, SARE)	UD DRIEAT 92
VAL-DE-MARNE (94)	
Sensibiliser et accompagner les collectivités du territoire au travers d'un cycle d'ateliers sur la rénovation énergétique des bâtiments (logements, tertiaires, précarité)	UD DRIEAT 94 CD 94
VAL-D'OISE (95)	
Créer un réseau de partenaires pour aider les collectivités à devenir exemplaires : les accompagner vers la rénovation du bâti et de l'éclairage public et dans leur communication auprès des citoyens  → Animation de 2 à 3 réunions par an auprès des collectivités, dans le cadre de la CDTE, pour partager des informations, des outils, des sources de financement et les retours d'expérience, en coopération avec l'ensemble des partenaires concernés (DRIHL, ADEME, Banque des territoires, SOLIHA, ADIL, PNR, CAUE)	DDT 95 DRIHL ADEME
Valoriser les outils existants ou potentiels concernant la détection des passoires énergétiques présentes sur le territoire du Val d'Oise et diffuser ces outils aux communes, EPCI et conseil départemental (ex : BATI STATO / BATI SIG)  → Inciter les EPCI à créer des outils personnalisés et incitatifs afin d'orienter chaque territoire dans la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés	DDT 95 en lien avec la DRIEAT



# **ACTIONS PHARES 2021**

# DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE RÉCUPÉRATION



Action contribuant à la mise en œuvre du plan de relance



Action relevant de l'une des réformes prioritaires du gouvernement (« Décarbonation de l'industrie »)



Action en faveur de la qualité de l'air

Réseaux de chaleur alimentés par les EnR&R	
ACTIONS 2021	PILOTES
RÉSEAUX DE CHALEUR	
Suivre la campagne de conviction des collectivités n'ayant pas encore de réseaux de chaleur menée par AMORCE et s'en faire le relais	DRIEAT ADEME
Accompagner les réseaux de chaleur en difficulté identifiés suite au GT Wargon, en lien avec l'ADEME nationale	ADEME
Diffuser largement les guides établis par ADEME et l'AMORCE sur les réseaux de chaleur à destination des maîtres d'ouvrages notamment dans le cadre des CDTE	DRIEAT ADEME DDT
Encourager la réalisation de schémas directeurs locaux en mettant en avant l'accompagnement financier renforcé proposé par l'ADEME (jusqu'à 70 % de taux de subvention au lieu de 50 %) et en rappelant les cahiers des charges existants solliciter la diffusion des schémas directeurs locaux aux services de l'État	ADEME DRIEAT
CHALEUR FATALE	
Valoriser les résultats de l'étude sur la chaleur fatale Définir et mettre en œuvre une stratégie pour accompagner les prospects identi- ïés comme ayant une ressource de chaleur fatale	ADEME



Établir une doctrine régionale sur l'implantation des data centers prenant notamment en compte les problématiques de récupération de la chaleur fatale	DRIEAT ADEME
GÉOTHERMIES	
Diffuser les résultats de l'étude du potentiel de développement de la géothermie de surface sur le territoire de la Métropole du Grand Paris MGP – BRGM	ADEME
BIOMASSE	
Élaborer un plan d'action sur la base des résultats des entretiens avec les fabricants et exploitants de chaufferies biomasse (notamment pour les chaufferies biomasses dont la puissance est inférieure à 1 MW, sur les meilleures technologies existantes en matière d'émission de particules fines et de NOx pour les équipements neufs ou existants)	ADEME
En lien avec FIBOIS, qui mènera les entretiens dans le cadre de son programme d'action 2021	

Biomasse hors réseaux de chaleur		
ACTIONS 2021	PILOTES	
MÉTHANISATION		
Piloter une étude sur la performance environnementale et agronomique du mo- dèle francilien de méthanisation, restituer ses résultats et diffuser les livrables, y compris lors d'un événement régional Financement : MAAF + ADEME	DRIAAF DRIEAT ADEME	
Accompagner les projets de méthanisation : amélioration continue du cahier des charges des appels à projets en capitalisant sur les bonnes pratiques, animation du cercle d'acteurs dans le cadre de Prométha, diffusion des données, expertise	DRIAAF DRIEAT ADEME	
BOIS ÉNERGIE INDIVIDUEL ET PETIT COLLECTIF		
Diffuser les meilleures pratiques en matière de bois bûche et d'utilisation d'équipements individuels de chauffage au bois, notamment dans le cadre du programme d'action 2021 de FIBOIS	DRIAAF ADEME DRIEAT	



Énergies électriques	
ACTIONS 2021	PILOTES
Valoriser l'étude d'identification, à la maille départementale, des friches propices au développement de projets photovoltaïques, pilotée par l'ADEME	ADEME
Accompagner l'AMI lancé dans le cadre de la mise en place de réseaux régionaux de conseillers à destination des collectivités de l'échelon communal pour le développement de projets éoliens et photovoltaïques (démarche portée par la DGEC) – instruire les candidatures franciliennes	ADEME DRIEAT



Actions transversales	
ACTIONS 2021	PILOTES
Recenser les industries fortement consommatrices de combustibles fossiles et les inciter à la décarbonation (amélioration de l'efficacité énergétique, récupération de la chaleur fatale, géothermie, combustion biomasse et CSR), notamment en promouvant les appels à projets « décarbonation de l'industrie » du plan de relance	ADEME DRIEAT
Signer les premiers contrats d'objectifs patrimoniaux et territoriaux avec des col- lectivités et bailleurs sociaux, afin de leur permettre de rentrer dans les critères d'éligibilité du Fonds chaleur dans un délai de 3 ans	ADEME
Mener une réflexion sur le format et le contenu des prochaines assises de la cha- leur renouvelable et des réseaux en Île-de-France et mettre en œuvre les évolu- tions décidées	DRIEAT ADEME
Étudier la possibilité d'intégration du froid dans la démarche ENR choix	ADEME
Encourager les démarches de financement participatif des projets de développe- ment d'ENR&R en mobilisant Énergie Partagée Île-de-France et en faisant la pro- motion des projets à gouvernance locale dans le cadre des appels à projets	ADEME



Actions départementales			
ACTIONS 2021	PILOTES		
SEINE-ET-MARNE (77)			
Achever la rédaction des doctrines EnR départementales (photovoltaïque, méthanisation) à l'échelon du 77 : spécificités du territoire, priorités de développement (méthaniseurs à la ferme, friches industrielles et ombrières de parking pour le photovoltaïque)	DDT 77		
Accompagner et faciliter les projets EnR : poursuivre la démarche DDT 77 / DRIEE-UD77 mise en œuvre depuis fin 2019 : tenue d'un registre des projets ENR, réunions inter-services régulières de facilitation pour les porteurs de projets	DDT 77		
YVELINES (78)			
Organiser une commission EnR, pour accompagner les projets yvelinois de développement des EnR (géothermie, biomasse, solaire photovoltaïque). Objectif : une rencontre tous les deux mois.	CYTÉ DDT 78		
Organiser une visite d'une chaufferie biomasse, en lien avec la rénovation éner- gétique de bâtiments scolaires (Jouy-en-Josas), à destination de plusieurs EPCI yvelinois	DDT 78		
Cartographier la localisation des projets EnR sur le territoire yvelinois	DDT 78		
ESSONNE (91)			
Encourager les actions de promotion d'une énergie décarbonée dans les volets énergie des PCAET, notamment via des actions de sensibilisation par mail ou lors de journées d'échange	DDT 91		
HAUTS-DE-SEINE (92)			
Organiser une réunion du réseau Transition Énergétique 92 sur les réseaux de chaleur	UD DRIEAT 92		
VAL-D'OISE (95)			
Animer la cellule d'appui aux EnR&R au sein de la DDT 95 pour accompagner les collectivités et porteurs de projets (mobilisation d'un référent technique dans	DDT 95		



chaque service et mise en relation avec les autres acteurs du territoire : UD-DRIEE, ADEME, DRIEE)  → Accompagner les projets du début jusqu'à la fin ; aider à leur réalisation dans le respect du droit et des orientations transition énergétique de l'État ; lever les points de blocage au sein des projets d'EnR&R, notamment au niveau de l'urbanisme ; mettre en réseau  → Focus : développer la <b>méthanisation</b> sur le territoire du Val d'Oise	
Compléter au fil de l'eau la cartographie des installations d'EnR dans les communes/EPCI du Val d'Oise, des potentiels énergétiques, des principales sources d'EnR&R. Sensibiliser les collectivités sur les réseaux de chaleur,  Objectif: aider les territoires à identifier leur potentiel et mieux cerner les priorités d'actions. Valoriser les schémas de développement des réseaux de chaleur	DDT 95 DRIEAT ADEME
Élaborer un guide pour le développement durable des unités de méthanisation dans le Val-d'Oise, en associant de multiples partenaires (publication prévue courant 2021)	DDT 95



# **ACTIONS PHARES 2021**

# TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES MOBILITÉS



Action contribuant à la mise en œuvre du plan de relance



Action relevant de l'une des réformes prioritaires du gouvernement (« Déployer le Plan vélo », « Verdir le parc automobile », « Instaurer des zones à faibles émissions opérationnelles dans les territoires en dépassement »)



Action en faveur de la qualité de l'air

	Réduire et optimiser la circulation routière			
	ACTIONS 2021	PILOTES		
	Développer l'usage des modes actifs (vélo, marche)			
QANCA PELANC	<ul> <li>Accompagner la déclinaison du Fonds national « mobilité actives – aménagements cyclables » à l'échelle régionale :</li> <li>communiquer activement sur l'appel à projets auprès des collectivités</li> <li>accompagner les porteurs de projet dans l'élaboration de leur dossier, en lien avec les unités départementales de la DRIEA (UDEA) et les directions départementales des territoires (DDT)</li> </ul>	DRIEAT UDEAT DDT		
	Le Fonds cible les discontinuités d'itinéraires et la création d'itinéraires sécurisés, notamment pour pérenniser une piste cyclable de transition.			
=======================================	<b>Promouvoir l'appel à projets du programme AVELO2,</b> qui vise à accompagner la planification, l'expérimentation et l'animation de politiques cyclables dans des territoires de moins de 250 000 habitants	ADEME		
<b>⇒_</b> €	Accroître la mobilisation de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour la mise en place de services de transport de proximité durables, via une meilleure communication auprès des collectivités (envoi de mails d'information et organisation de réunions à destination des collectivités), notamment pour encourager la mobilisation de la DSIL pour les petits projets cyclables ne pouvant pas prétendre au Fonds mobilités actives	Préfecture de région DRIEAT		





# Animer le réseau vélo regroupant les principaux acteurs de la mobilité travaillant sur le vélo : **DRIEAT** Préfecture organiser des événements autour du vélo à destination des collectivités de région territoriales et des services de l'État (2 dans l'année); recenser/présenter les outils à disposition des collectivités pour mettre en œuvre leur politique cyclable (stationnement, infrastructures, services, etc.); animer la démarche des pistes cyclables provisoires en Île-de-France initiée en avril 2020 par le préfet de région. Appuyer le réseau REPAR (ateliers de réparation, promotion de la pratique du ADEME Optimiser l'usage du véhicule et des infrastructures Structurer un réseau des mobilités durables Participer à la cellule régionale d'appui à la mobilité en Île-de-France (pour les territoires peu denses) pilotée par le CEREMA, et contribuer à sa structuration DRIEAT Cerema La cellule régionale d'appui à la mobilité en Île-de-France est en charge : ADEME Caisse de dépôts d'animer l'écosystème local de la mobilité innovante (territoires et porteurs de solutions); d'aider les projets des territoires par des conseils amont; de permettre le partage des données et le retour d'expériences. La cellule prévoit d'organiser des événements autour de la mobilité dans les territoires peu denses (environ 1 par semestre), ainsi qu'un événement dans le cadre du « France Mobilités tour » pour promouvoir l'innovation dans la mobilité, notamment via l'appel à manifestation d'intérêt Territoires de nouvelles mobilités durables « TENMOD ». **Encourager la pratique du covoiturage :** DRIEAT mettre en œuvre le schéma régional des voies réservées (DIRIF) mettre en place un observatoire francilien du covoiturage intégrer le covoiturage dans MODUS (modèle régional de déplacements)

Accompagner le changement des pratiques de mobilité des salariés dans le cadre des plans de mobilités employeurs via la démarche Pro'Mobilité pilotée par IDFMobilités

DRIEAT ADEME



- participer à l'organisation d'un événement Pro'Mobilité en 2021
- organiser des formations pour les conseillers en mobilité et autres relais territoriaux, ainsi que pour les administrations

Accompagner les grossistes, entreprises de transport de marchandises et de voyageurs à la réduction des émissions de gaz à effet de serre sur 3 ans, via une charte d'engagement volontaire (dispositif Objectif CO2)

**ADEME** DRIEAT

Mise à disposition d'outils de mesure, d'une méthodologie éprouvée et d'un accompagnement technique personnalisé par un chargé de mission régional Eco CO2. La DRIEAT et l'ADEME s'assurent de la mise en œuvre de la Charte et pilotent la démarche.

### Intégrer pleinement la mobilité dans les problématiques d'aménagement

Mobiliser des instruments financiers permettant l'acquisition et le redéveloppement de foncier pour aménager des espaces de logistique urbaine (ELU) Ces espaces permettront de réduire l'empreinte environnementale de la distribution en réalisant des circuits optimisés et mieux organisés.

En lien avec SOGARIS - Lancement des travaux en 2021

**DRIEAT** CDC

## Développer les véhicules à faibles émissions et infrastructures associées **ACTIONS 2021 PILOTES**



Mettre en place une démarche de recensement du foncier État disponible en Îlede-France pour aménager notamment des bornes de recharge et stations DRIEAT En lien avec les gestionnaires d'infrastructures, les EPA et l'EPFIF



Valoriser les résultats de l'étude menée par ENEDIS en 2020 sur les besoins en infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) accessibles au public

ADEME

Objectif: permettre aux acteurs franciliens d'aboutir à une trajectoire commune et de poser le cadre d'une intervention ciblée des pouvoirs publics pour renforcer et rendre lisible le réseau de bornes de recharge.



Structurer et faire émerger les projets de la filière hydrogène mobilité : promouvoir les AAP du plan de relance « Écosystèmes territoriaux Hydrogène » et **ADEME** 

	0.0
« Briques technologiques et démonstrateurs hydrogène », échanger avec les porteurs de projets.	
Participer activement au club hydrogène piloté par l'Institut Paris Region (GT production et mobilités)	ADEME DRIEAT
Réduire l'impact du trafic routier sur la qualité de l'ai	r
ACTIONS 2021	PILOTES
Suivre et accompagner le déploiement des zones à faibles émissions mobilité franciliennes	DRIEAT DIRIF préf. de dé- partement
Valoriser l'étude menée par AIRPARIF sur mobilité et qualité de l'air « Scénarisations pour l'appui à l'élaboration des plans d'action » En lien avec la Ville de Paris	DRIEAT
Élargir la communication autour de l'appel à projets « Feuille de route pour la qualité de l'air » (valorisation de l'AMI lors des événements sur des sujets liés : PCAET, vélo,)	ADEME

	Actions départementales	
	ACTIONS 2021	PILOTES
	SEINE-ET-MARNE (77)	
	Réaliser une étude mobilité sur les territoires peu denses, auprès d'un bureau d'étude privé en l'orientant sur des aspects sociologiques. L'approche devra être partagée avec les départements limitrophes de la Seine-et-Marne	DDT 77
=	Contribuer au schéma départemental des stations multi-énergies en finalisant les schémas directeurs GNV, bioGNV et IRVE: avitaillement en GNV et bioGNV, bornes de recharge pour les véhicules électriques, études concernant les véhicules à hydrogène	DDT 77
	YVELINES (78)	
=	Accompagner tous les lauréats yvelinois à l'appel à projets « Fonds mobilités actives pour le rétablissement des continuités cyclables » : CU GPSeO, Jouy-en-	DDT 78

		(A)
	Josas, Noisy-le-Roi, Jouars Pontchartrain + 4 candidatures en cours. <b>Développer les circuits cyclables. Accompagner l'édition 2021 de l'appel à projets</b>	
	Accompagner les collectivités dans l'élaboration du plan air renforcé des PCAET	DDT 78
	Organiser une rencontre des chefs de projet PCAET yvelinois sur la qualité de l'air	DDT 78
	ESSONNE (91)	
	Organiser un atelier mobilités actives dans le cadre de la CDTE	CDTE 91
=======================================	Mettre en place un suivi des plans vélos (niveau EPCI a minima)	DDT 91
	HAUTS-DE-SEINE (92)	
	Promouvoir l'appel à projets « Fonds mobilités actives pour le rétablissement des continuités cyclables » édition 2021 : l'UD 92 relaie l'appel à projets auprès des collectivités des Hauts-de-Seine en se tenant à leur disposition pour les accompagner dans l'élaboration de leur dossier de candidature et de manière plus générale pour leur apporter tout appui dans leurs projets relatifs aux aménagements cyclables	UD DRIEAT 92 DRIEAT
	VAL-DE-MARNE (94)	
	Mettre en place des ateliers locaux du quartier de gare afin d'insuffler une dyna- mique autour des quartiers de gare du Grand Paris Express	UD DRIEAT 94
	VAL-D'OISE (95)	
	Organiser 2 à 3 réunions par an de sensibilisation et de retour d'expériences autour des actions de développement des mobilités alternatives et de la limitation globale des mobilités (télétravail, espaces de co-working, plan vélo)  → Ces réunions (type world café ou CDTE) s'adressent en priorité aux collectivités, afin de diffuser les bonnes pratiques, les outils, les retours d'expérience et les sources de financement	DDT 95 avec l'appui de l'ADEME
	Administration exemplaire : organiser 2 à 3 ateliers avec le mouvement interne « DDTransition »	DDT 95 DDTransition



→ Ces réunions s'adressent aux agents de la préfecture, afin de les encourager à adopter de nouvelles pratiques de mobilités

Exemple : faciliter le télétravail ; communiquer autour du forfait mobilité durable de 200 € ; mettre en place un local à vélo sécurisé ; encourager et organiser le covoiturage...



### **ACTIONS PHARES 2021**

# **NEUTRALITÉ CARBONE HORS ÉNERGIE**



Action contribuant à la mise en œuvre du plan de relance



Action relevant de l'une des réformes prioritaires du gouvernement (« Lutte contre l'artificialisation des sols et l'étalement urbain »)

	Déployer des mécanismes fiables et sérieux de compensation		
	ACTIONS 2021	PILOTES	
	Promouvoir le label bas carbone et instruire les projets soumis en Île-de-France (instruction réalisée par la DRIEAT avec l'appui de la DRIAAF selon les besoins, promotion par l'ensemble des directions)	DRIEAT DRIAAF	
)	Promouvoir et instruire l'appel à projets Bons diagnostics carbone du plan de relance	ADEME DRIAAF DRIEAT	
	Soutenir l'étude de faisabilité de la compensation carbone dans les sols agricoles du plateau de Saclay, la valoriser (notamment dans le cadre des CDTE et de la CRCAE), et mettre en œuvre les solutions proposées avec l'appui d'un chargé de mission	ADEME	
	Acteurs impliqués dans le projet : Association Terre et Cité, l'INRA, les Agriculteurs du Plateau de Saclay, l'I4CE Institute for Climate Economics, le GT1 du GIEC, la Chambre d'Agriculture Régionale d'Île-de-France, la communauté d'agglomération Paris-Saclay		

Aller vers une économie décarbonée	
ACTIONS 2021	PILOTES
Rédiger une feuille de route francilienne sur la bioéconomie (déclinaison de la feuille de route nationale)	DRIAAF DRIEAT
Soutenir la filière dans la recherche d'un équilibre entre les services rendus par la filière et ses impacts environnementaux : préservation et mise en valeur des res-	



sources locales notamment les sols, mise en œuvre de projets collectifs, outil de résilience des territoires dans le politique d'adaptation au changement climatique, modèle alimentaires émergents	
Accompagner la promotion du bois et des matériaux biosourcés notamment dans le cadre du Pacte bois biosourcés	DRIAAF ADEME

	Actions départementales		
	ACTIONS 2021	PILOTES	
	YVELINES (78)		
	<b>Mettre en œuvre une grille d'analyse des PLU</b> pour aider les chargés de mission PLU à émettre un avis éclairé sur le volet transition écologique et neutralité carbone des PLU	DDT 78	
	Organiser un webinaire CYTé sur l'adaptation au changement climatique, à desti- nation de l'ensemble des collectivités territoriales yvelinoises	CYTÉ DDT 78	
	ESSONNE (91)		
	Développer la contribution puits carbone et ZAN dans le cadre des notes d'enjeux et ARE des SCOT	DDT 91	
	Accompagner le TIGA SESAME et d'autres projets des collectivités et de la profession agricole sur la thématique alimentation et circuits courts	DDT 91	
	Poursuivre la réflexion sur une charte des projets économiques durables	DDT 91	
	HAUTS-DE-SEINE (92)		
	Mener une étude sur le potentiel de renaturation de l'aire urbaine parisienne Objectif: établir une méthode permettant d'identifier et de hiérarchiser les espaces à renaturer, et tester cette méthode sur un territoire en proposant des outils et solution de renaturation des sols En lien avec le CEREMA, l'APUR et l'ARB	UD DRIEAT 92 DRIEAT	



#### VAL-D'OISE (95)



Forêt de la plaine de Pierrelaye - Bessancourt : **créer la forêt du Grand Paris avec la plantation de 1 million d'arbres** (début des plantations fin novembre 2019). Faciliter la réalisation du projet et venir en appui aux procédures et aux projets dans les franges de la plaine + projet de cité organique à Bessancourt.

SMAPP DDT 95



## **ACTIONS PHARES 2021**

## **ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES**



Action contribuant à la mise en œuvre du plan de relance



Action en faveur de la qualité de l'air

Mobiliser les territoires	
ACTIONS 2021	PILOTES
Organiser des formations ponctuelles à destination des agents des services de l'État en vue d'une meilleure intégration des enjeux transition énergétique notamment dans l'accompagnement des collectivités pour l'élaboration et la mise en œuvre de PCAET ou encore pour les avis de l'État	DRIEAT
Organiser des points techniques réguliers thématiques à destination des services de l'État, notamment référents CDTE : actualités, suivi des PCAET et ZFE, évolutions réglementaires	DRIEAT
Organiser des <b>webinaires ouverts à l'ensemble des acteurs franciliens</b> (collectivités notamment) sur les sujets qui nécessitent une diffusion d'information large et homogène à l'échelle régionale (label bas carbone, plans air), en collaboration avec les DR et services départementaux et en articulation avec le TEDDIF	DRIEAT
Organiser une formation sur la maîtrise de la demande d'électricité en éclairage public, notamment à destination des conseillers en énergie partagée	ADEME
Diffuser la culture de la participation du public en Île-de-France (dispositif Particip'Action), pouvant entre autres concourir à l'appropriation par les citoyens de la transition énergétique :  • formations à destination des porteurs de projets et services de l'État  • accompagnement individualisé des porteurs de projets  • création d'un réseau	DRIEAT
Mobiliser le partenariat avec l'AMIF pour faciliter la prise en compte des enjeux de la transition énergétique par les communes franciliennes	DRIEAT



)	Animer à l'échelle régionale la mise en place des Contrats de relance et de transition écologique (CRTE)	DRIEAT
	Diffuser et valoriser les travaux relatifs aux PCAET, SCoT valant PCAET et plans air : note d'enjeux, procédure d'élaboration des avis de l'État pour les PCAET, analyse du contenu des PCAET, plan air type	DRIEAT
	Contribuer à l'évaluation du SRCAE et diffuser largement les conclusions de cette évaluation (marché pour la mission d'évaluation du SRCAE notifié par la Région en décembre 2020 – cofinancement ADEME-Région)	ADEME DRIEAT
	Porter les enjeux de transition énergétique dans le cadre de la révision prochaine du SDRIF, avec une première étape consistant à produire la note d'enjeux de l'État	DRIEAT
	<ul> <li>Favoriser la prise en compte des enjeux qualité de l'air dans l'aménagement : <ul> <li>à travers les documents d'urbanisme</li> <li>via la campagne de labellisation ÉcoQuartiers à venir</li> <li>en s'appuyant sur les travaux d'Ekopolis (financement d'un poste urbanisme et santé)</li> <li>en réalisant une étude « Pollution atmosphérique en Île-de-France : comment réduire l'exposition des populations dans les zones polluées en cours d'aménagement ? »</li> </ul> </li> </ul>	DRIEAT
	Faire des nouveaux quartiers de gare du GPE des démonstrateurs de la ville de demain, notamment sur les questions d'énergie (sobriété énergétique, utilisation des EnR, réseaux de chaleur)  En lien notamment avec l'APUR, la SGP, l'EPFIF et GPA	DRIEAT

Valoriser les données de la transition énergétique	
ACTIONS 2021	PILOTES
Réunir un comité des utilisateurs du tableau de bord régional de la transition énergétique et faire évoluer ce tableau de bord pour répondre à leurs besoins	DRIEAT

Mettre en place un observatoire des ODD	DRIEAT
Produire des supports de diffusion des données énergies climat, notamment dans le cadre du ROSE	DRIEAT
Mettre en place un répertoire des acteurs de la bioéconomie	DRIAAF

	Faciliter l'accès aux financements	
	ACTIONS 2021	PILOTES
)	Faire connaître les dispositifs du plan de relance et mobiliser les acteurs franci- liens	ADEME DRIEAT DDT, UD

**Actions départementales** 



Quel impact sur les déplacements ?

Accompagner la mise en œuvre des dispositifs du plan de relance : instruction DSIL, accompagnement des collectivités pour leurs candidatures aux appels à projets et pour le déploiement des CRTE	DDT, UD	
SEINE-ET-MARNE (77)		
Accompagner les PCAET dans le cadre de la « CDTE 77 » : organiser des webinaires et/ou séminaires à l'attention des EPCI	DDT 77	
Relancer un GT « données de l'énergie » dans le cadre de la « CDTE 77 », en vue d'un « baromètre de la transition énergétique » départemental	DDT 77	
YVELINES (78)		
Accompagner Saint-Quentin-en-Yvelines en tant que lauréat à l'appel à projets « Repenser la périphérie commerciale » : question de la densification et de la diversification des fonctions au sein d'un projet urbain. Quelle utilisation du foncier ?	DDT 78	

**PILOTES** 

Présenter le résultat du baromètre de la transition écologique à l'échelle inter- communale, à chaque EPCI yvelinois, en lien avec le plan de relance, et les actions du PCAET	DDT 78
Organiser des rencontres PCAET avec les chefs de projets PCAET du territoire yveli- nois : 1 fois par trimestre	DDT 78
Organiser un groupe de travail sur l'alimentation durable, avec les territoires couverts par un PAT	
ESSONNE (91)	
Présenter les enjeux régionaux de la feuille de route de la transition énergétique aux collectivités territoriales	CDTE 91
Mener une enquête sur les attentes des collectivités en matière d'appui sur la transition écologique vis-à-vis du réseau CDTE	CDTE 91
Accompagner le SCOT valant PCAET de la CCVE par une démarche inter-services (SDSCD – STP – SE)	DDT 91
HAUTS-DE-SEINE (92)	
Renforcer la CDTE en la faisant évoluer en un « réseau transition énergétique et ville durable », afin de davantage promouvoir les thématiques locales liées à la ville durable (resserrement urbain, qualité de vie, nouvelles formes de mobilité) et de multiplier et diversifier les rencontres entre référents des collectivités locales. Ceci sera notamment rendu possible grâce au renfort de l'équipe d'animation de la CDTE au sein de l'UD.	UD DRIEAT 92
Accompagner étroitement l'élaboration des PCAET de Boucle Nord de Seine et Vallée Sud Grand Paris, en proposant notamment des conseils sur les diagnostics en cours de réalisation :  • participer aux ateliers de travail sur le plan d'actions du PCAET de BNS • participer aux ateliers de concertation du PCAET de VSGP	UD DRIEAT 92
participer aux ateliers de concertation du l'CALT de VSGF	

Mettre en place un cycle « ville durable » avec le CAUE : organiser deux soirées à destination des élus de présentation de la loi LOM et de la loi Énergie Climat et un atelier de travail sur la réversibilité des bâtiments	UD DRIEAT 92	
Envoyer une newsletter mensuelle aux collectivités des Hauts-de-Seine et services de l'État du département	UD DRIEAT 92	
SEINE-SAINT-DENIS (93)		
<b>Expertiser la nécessité de mettre en place une CDTE</b> , avec les autres services de l'UD fusionnée, et en appui des établissements publics et des collectivités concernés	UD DRIEAT 93	
VAL-DE-MARNE (94)		
Organiser des rencontres PCAET avec les trois EPT du territoire	DRIEAT UD DRIEAT 94 CD 94	
Accompagner et suivre la mise en œuvre du contrat de transition écologique (CTE) de Grand Orly Seine Bièvre	UD DRIEAT 94	
Animer un espace collaboratif Resana et diffuser le « Petit Recap du RT2E »	UD DRIEAT 94	
VAL-D'OISE (95)		
Favoriser la montée en compétence des agents de la DDT 95 pour accompagner les collectivités vers la transition énergétique et écologique et renforcer le conseil auprès des territoires  Parvenir à mieux insérer les objectifs de transition énergétique et écologique dans les documents d'urbanisme et au sein des projets d'aménagement (par exemple au sein du PAC automatisé, des contributions à la MRAe, dans les avis de l'État sur les PLU, les AVAP et les RLP)	DDT 95	
Délégation territoriale de l'ANCT — nouveau conseil aux territoires : animer les coopérations avec les partenaires pour convenir d'objectifs pour la convergence des politiques publiques pour la transition énergétique et l'accompagnement des territoires du Val-d'Oise	DDT 95 en lien avec les partenaires	